

3^{ème} Forum mondial de l'Eau

Rapport de session

19 mars, Kyoto, Japon

Valorisation de la recherche dans le domaine de l'eau et de l'assainissement en Afrique

*thématique « Water, Education, and Capacity Building »
Session organisée par le pS-Eau et l'ENSP (Cameroun)
Avec l'appui de l'Agence française de Développement*

Objectifs

- Comprendre pourquoi les programmes de renforcement des capacités n'apportent pas les résultats escomptés ;
- Apprécier l'éventail des thèmes prioritaires qui pourront faire l'objet de travaux de capitalisation.

Intervenants

- **Jean-François Talbot** et **Nelly Riom**, Saur International
Point de vue d'un exploitant du service de l'eau
- **Mohammed Ould Tourad**, directeur de Tenmiya, Mauritanie
Point de vue d'une organisation non gouvernementale
- **Emile Tanawa**, ENSP Yaoundé
Point de vue d'écoles techniques et d'Universités
- **Darren Saywell**, WSSCC
Changement de pratique et adoption de l'innovation : les ressources de la sphère anglophone contribuent-elles au changement ?
- **Bruno Valfrey**, programme Solidarité Eau
Changement de pratique et adoption de l'innovation : les ressources de la sphère francophone contribuent-elles au changement ?
- **Marc Vézina**, programme Solidarité Eau
Consigner des méthodes types pour faciliter l'adoption de l'innovation : une initiative à proposer
- **Jean-Pierre Elong MBassi**, Partenariat pour le Développement Municipal
- **Christophe Le Jallé**, programme Solidarité Eau

COMPTE-RENDU DE LA SESSION**1^{ère} partie : Contexte**

Bien que des milliards de gens soient sans eau et assainissement, les décideurs politiques et les professionnels de l'eau peinent à réformer le secteur et à modifier les pratiques. De toute évidence la lutte contre la pauvreté ne s'avère pas un argument suffisamment fort pour inciter les responsables et les techniciens à changer leur façon de faire. Pourquoi résiste-t-on ainsi au changement ? Ce n'est pas par manque de solutions techniques ! En effet, les études et la recherche sont source d'un immense savoir-faire. Hélas ce corpus d'enseignements n'est pas assez mis en valeur. Chacun de nous est concerné par ce hiatus entre l'univers du savoir et le monde du faire. Certaines lacunes sont connues. En Afrique, par exemple :

- Les écoles techniques et les Universités proposent à leurs étudiants des cursus qui ne traitent pas suffisamment des questions d'actualités dans le secteur de l'eau ;
- Les organisations non gouvernementales, agissant comme "vérificateurs sociaux" face aux gestionnaires du service public, se discréditent par un discours tiers-mondiste et dogmatique ;
- Les opérateurs du service de l'eau prétendent que les standards techniques des équipements sont immuables et difficilement adaptables à la demande des ménages à faible revenu.

Par ailleurs, des programmes pour le renforcement des capacités existent aussi bien dans les sphères anglophones et francophones (dont les programmes de recherche et actions pilotes du pS-Eau). Néanmoins, nous nous interrogeons sur leur efficacité. Quelles difficultés connaissent-ils à joindre les décideurs concernés ? Quelle influence ont-ils pu avoir sur l'élaboration des politiques nationales, la conception des appels d'offres et les propositions méthodologiques que font les soumissionnaires ?

L'écart entre le soutien offert et la demande des praticiens s'avère important.

Les objectifs de cette session organisée dans le cadre du 3^{ème} Forum Mondiale de l'Eau sont :

- Comprendre pourquoi les programmes de renforcement des capacités n'apportent pas les résultats escomptés (nous fournissant ainsi des éléments pour mieux monter de futurs programmes qui intègrent les enseignements de la recherche) ;
- Apprécier l'éventail des thèmes prioritaires qui pourront faire l'objet de travaux de capitalisation (en quelque sorte, un appel à idées).

2^{ème} partie : Expériences et témoignages**2.1 Point de vue d'un exploitant du service de l'eau**

Par Jean-François Talbot et Nelly Riom, Saur International

Pour la société Saur, l'Afrique où elle est présente depuis 1959, constitue un enjeu fort de développement. En Côte d'Ivoire, Saur dessert 5 millions d'habitants en eau et 1,5 million d'habitants sont connectés à un système d'assainissement. Au Mali, Saur assure la distribution d'eau potable auprès de 1,6 million d'habitants, au Sénégal, 4 millions... Saur a ainsi établi des partenariats avec 24 pays africains : Afrique du Sud, Algérie, Angola, Burkina Faso, Cameroun...

Une approche spécifique du partenariat

Saur assure ses prestations dans le cadre d'une grande variété de contrats, de l'assistance technique à la concession. Dans un souci d'équité, Saur ouvre ses capitaux à des partenaires privés locaux et appuie la promotion des équipes locales. Les expatriés représentent 0,4 % du personnel local. Cette approche a permis de traverser des crises comme celle de la Côte d'Ivoire.

Le cas de Dakar (BPD – Building Partnerships for Development – phase 1)

L'objectif de cette action était de mettre en place des canalisations standards dans les zones à faible revenu. Cette action a associé la société sénégalaise SONES, l'ONG Enda et l'opérateur privé SDE. A terme, l'action a affiché les résultats suivants : environ 380 canalisations standards ont été posées permettant l'accès à l'eau potable de près de 200 000 personnes. La situation initiale montrait que les zones à faible revenu qui étaient ciblées étaient gérées localement. L'objectif pour Saur était de valoriser le savoir-faire acquis dans le cadre de cette expérience auprès de ses filiales. La réalisation de ce programme a permis de mettre en place un réseau de référence dans chaque filiale.

Conclusion

Une position forte en Afrique nécessite une connaissance et une adaptation à l'environnement africain. La réussite d'une telle entreprise passe par le regroupement et le partage des expériences au sein de la société.

2.2 Point de vue d'une organisation non gouvernementale

Par Mohammed Ould Tourad, Directeur de Tenmiya, Mauritanie

Tenmiya est une ONG fondée en 1996 par des ingénieurs mauritaniens. Ses activités sont ciblées sur l'eau et l'assainissement. Créée à l'origine pour des prestations d'ingénierie sociale, Tenmiya a depuis élargi ses activités à d'autres thématiques : ensemble des services publics, développement communal, etc.

Tenmiya est membre de plusieurs réseaux internationaux de recherche, dont le réseau Stream (depuis 1997). Plus récemment, Tenmiya a mené des travaux de recherche en partenariat avec le programme Eau et Assainissement, IAGU et pS-Eau. Les thèmes de recherche sur lesquels se positionne Tenmiya sont : les petits opérateurs, la valorisation des déchets, la réutilisation des eaux usées.

Sur la question de la valorisation de la recherche, quelques **constats** s'imposent :

- Les résultats de la recherche ne sont pris que partiellement en compte par le maître d'œuvre de l'action ;
- Les résultats de la recherche sont occultés par les décideurs politiques ;
- Le chercheur n'est pas impliqué dans la mise en œuvre des résultats de la recherche ;
- La diffusion des résultats de la recherche est très restreinte (peu de publications) ;
- Les programmes de suivi-évaluation des résultats de la recherche sont globalement absents.

Pour améliorer et valoriser la recherche, il est nécessaire de promouvoir la participation forte des institutions publiques (gouvernements, municipalités), des communautés et du secteur privé à chaque étape de la recherche, en suivant un processus rigoureux :

- Choix et validation des thématiques ;
- Participation aux différentes étapes ;
- Validation des résultats de la recherche ;
- Participation à la mise en œuvre sur le terrain des résultats ;
- Suivi et évaluation de l'ensemble du processus.

2.3 Point de vue d'écoles techniques et d'Universités

Par Emile Tanawa, Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé

Présentation de l'expérience de deux centres de recherche : ENSP Yaoundé, EIER-ESTHER Ouagadougou

	Ecole Inter Etats d'Ingénieurs de l'Equipement Rural Ouagadougou – Burkina Faso 14 pays francophones en Afrique (depuis 1968)	Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé Yaoundé – Cameroun (depuis 1971)
Domaines d'activités	Ingénierie rurale, ingénierie de l'assainissement et gestion de l'environnement, gestion des ressources en eau, ingénierie énergétique et techniques du froid, recherche technique et scientifique, expertise en ingénierie et en formation.	Ingénierie industrielle, ingénierie civile et urbaine, recherche technique et scientifique, expertise en ingénierie et en formation.
Thèmes de recherche	Déchets, eau et environnement, gestion des sols, planification agricole.	Déchets, eau et environnement, développement urbain, amélioration des conditions sanitaires.
Les « maîtres d'œuvre » des travaux de recherche	Chercheurs (20% de leur temps), 15 d'entre eux sont étudiants en thèse, stagiaires de soutien à la recherche.	Chercheurs (20 à 40%), 70 d'entre eux sont des étudiants.
Budget de recherche	15% du budget général.	3 à 4 fois le budget de fonctionnement de l'école.

Partenaires	Centre National pour la recherche scientifique au Burkina Faso, Institut fédéral suisse de technologie, Lausanne, CEREVE – ENPC – ENGREF, l'Institut tropical Suisse, Université de Montpellier 2, IDRC Canada, gouvernements de France, Suisse, Canada, Danemark, l'Union Européenne.	INSA Lyon - France, l'institut tropical suisse, ENDA – Tiers-Monde, IDRC Canada, communautés urbaines de Yaoundé et Douala, PDM Cotonou Bénin, pS-Eau, Ministère français des affaires étrangères.
Lieux de stage	Entreprises d'assainissement dans 14 pays, bureaux d'études et entreprises de travaux, ONGs et projets de développement. Tous sont impliqués sur les thématiques de l'eau, l'assainissement, les périmètres irrigués, la planification.	Entreprises d'assainissement, bureaux d'études et entreprises de travaux, ONGs et projets de développement. Tous sont impliqués dans l'eau, l'assainissement, la planification.
Valorisation	Un journal bi-annuel "Sciences Sud Technologies", un service de formation, expertise, ingénierie, congrès et séminaires, manuels.	Communications, publications, manuels, diverses expériences d'expertise via le Centre d'Interface avec le Monde Industriel, consultations auprès des municipalités, de la coopération internationale, le PNUD, les ONGs.
Employeurs	Tous les ingénieurs sortis de l'école sont employés. 100 % des étudiants diplômés travaillent sur des sujets de développement.	Tous les ingénieurs sortis de l'école sont employés. Environ 30 % des étudiants diplômés travaillent sur des sujets de développement.

Des cursus trop dogmatiques

Les formations proposées par l'ENSP et l'EIER-ESTHER se caractérisent par des modules et des cursus trop dogmatiques qui ne reflètent pas toujours la réalité du secteur de l'approvisionnement en eau potable et de l'assainissement. Cette lacune se retrouve à travers :

- Une opposition très marquée entre le rural et l'urbain ;
- Une trop faible prise en compte des dimensions sociale et culturelle et des spécificités locales ;
- Les leçons apprises dans les écoles européennes sont répétées sans adaptation (favorisant le recours à des standards non réalistes et trop coûteux) ;
- Les documentations et bibliographies sur les techniques alternatives à faible coût sont peu conséquentes ;
- Peu d'écoles délivrent des certificats dans les domaines spécifiques de l'eau et de l'assainissement.

Pourquoi les résultats de la recherche ne servent-ils pas le développement ?

Force est de constater que les produits issus de la recherche ne sont pas suffisamment appropriés par les acteurs de développement. Cet état de fait peut s'expliquer par :

- Des orientations politiques manquant de clarté ;
- Un faible engagement de la part des décideurs politiques dans la conception des programmes et des projets ;
- Des décideurs politiques restant peu de temps au même poste ;
- Les compétences et les potentialités des Universités et des instituts de recherche ne sont pas assez sollicitées ;
- Les carrières universitaires et les impératifs de développement ne sont pas en cohérence ;
- Absence de « courroie de transmission » entre chercheurs – décideurs politiques – secteurs économiques ;
- Absence d'une approche qualitative dans les programmes et dans les actions locales à une échelle sous-régionale (UADE, etc.) ;
- Absence de véritables interlocuteurs dans les municipalités.

2.4 Changement de pratique et adoption de l'innovation : les ressources de la sphère anglophone contribuent-elles au changement ?

Par Darren Saywell, Water Supply and Sanitation Collaborative Council

Les secteurs de l'eau et de l'assainissement sont apparemment riches en matière de connaissances et d'information. Beaucoup de travaux de recherche sont réalisés pour alimenter et capitaliser la

connaissance, mais ils ne sont pas accessibles de manière aisée pour les bonnes personnes, au bon moment. Pourquoi ? Comment expliquer ces lacunes et comment y remédier ?

Quelques exemples d'initiatives de diffusion de la connaissance

Quelques sites Internet

- ID21 (www.id21.org) – les résultats de la recherche à l'attention des décideurs politiques et les praticiens du développement ;
- ELDIS (www.eldis.org) – un portail sur l'information liée aux enjeux du développement ;
- OneWorld (www.oneworld.net) – un site sur les enjeux de développement durable.

Les lettres électroniques d'information

- WSP Access (www.wsp.org) - accès à l'eau potable et à l'assainissement, des rapports structurés sur les programmes eau et assainissement ;
- SOURCE weekly (www.irc.nl) - service d'informations, de compilation de données.

Les conférences électroniques

- WSSCC/WEDC (Water Engineering and Development Centre) – des sujets spécifiques liés à la gestion des infrastructures dans les pays à faibles revenus ;
- GARNET discussion fora – plate-forme d'échanges d'informations dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement s'appuyant sur des réseaux informels de chercheurs et de praticiens.

Documents, rapports et études en ligne

- SOURCE (Anglais, français, Espagnol) – des documents et rapports en ligne ;
- WSP Blue Gold series (www.wsp.org/english/afr/bluegold.html) – les leçons tirées de l'expérience.

Bases de données, services de réponse en ligne

- IRC (www.irc.nl) – Service de questions – réponses ;
- WELL – service de réponse immédiat aux problématiques techniques ;
- ITDG (www.itdg.org) - service d'information technique.

Les réseaux

- GARNET
- Sanitation Connection – (www.sanicon.net)

Les modes de diffusion de l'information et de la connaissance

Un seul type de diffusion est-il suffisant pour tous les acteurs ? Non. Une **mise en forme appropriée et diversifiée** des résultats de la recherche est nécessaire pour toucher les différents publics cibles. Le rôle des relais intermédiaires pour la traduction de la connaissance à l'attention des utilisateurs visés est fondamental. Il faut combiner le recours à Internet (Sites / e-mail) et les structures d'aide à la décision (du type help desks - bureau d'aides) pour fournir l'information requise au bon moment.

Vous pouvez mettre en forme de manière appropriée la recherche et la connaissance et la diffuser auprès des publics cibles, MAIS il est **difficile de juger de l'impact** de votre démarche.

Une compréhension des connaissances qui reste limitée

Une bonne compréhension est liée à de nombreux enjeux liés à la réceptivité du public cible, la coïncidence avec l'agenda politique, l'opportunité, etc. Le taux de transfert de la recherche vers la connaissance dépendra de la fluidité, de la transparence et des dispositions idéologiques du processus politique. Quels acteurs travaillent en collaboration avec les politiques ? Quelles sont les capacités de ces acteurs ? Ces professionnels peuvent-ils utiliser les résultats de la recherche ?

Nous avons besoin d'un contexte opérationnel pour mettre en œuvre les résultats de la recherche qui dépassent les considérations techniques ou les approches de type "help desk".

En conclusion

N'oublions pas les politiques de diffusion de la recherche ! Il est évident qu'une recherche basée sur le lobbying sera subordonnée aux processus politiques et donc à une exploitation et une distorsion potentielles.

2.4 Changement de pratique et adoption de l'innovation : les ressources de la sphère francophone contribuent-elles au changement ?

Par Bruno Valfrey, programme Solidarité-Eau

Une offre riche et diversifiée

De nombreux organismes français diffusent de l'information scientifique et technique ainsi que les résultats de la recherche.

Organismes implantés en Europe (France, Suisse)

- Office International de l'Eau ;
- Programme Solidarité-Eau (pS-Eau) ;
- Verseau, NanCIE, Sandec, EPFL, etc.

Organismes implantés en Afrique

- Programme Eau et Assainissement ;
- Pôle de l'eau de Ouagadougou (CREPA, EIER/ETSHER/CEFOC).
- Instituts de recherche (ENSP, KNUST, EAMAU, etc.).

Un exemple : les programmes de recherche-action pS-Eau

Le programme Solidarité Eau a mis en oeuvre deux programmes combinant actions pilotes et actions de recherche :

- Eau et assainissement 1995-1999 ;
- Assainissement et déchets 1999-2003.

Ces programmes ont été financés par le ministère des Affaires étrangères.

Ces deux programmes se sont appuyés sur des principes originaux :

- Lier les actions-pilotes et les actions de recherche sur les mêmes thèmes dans les mêmes pays ;
- Réaliser un appel à propositions en début de programme, pour favoriser l'émulation des équipes ;
- Favoriser le montage d'équipes pluri-sectorielles africano-européennes ;
- Suivre les équipes par un comité scientifique rassemblant des spécialistes d'horizons divers ;
- Impliquer de manière systématique les collectivités ;
- Piloter le programme depuis le Sud (pilotage renforcé sur le second programme par un partenariat avec le Partenariat pour le Développement Municipal) ;
- Assurer un important travail de synthèse et de pédagogie dans la diffusion des résultats ;
- Restituer les résultats de manière ciblée au Sud (par les équipes locales en cours d'action et via des séminaires finaux à Ouagadougou et à Yaoundé).

En terme d'impact, ces deux programmes ont permis pour tous les partenaires impliqués un processus d'échanges et d'acquisitions de connaissances nouvelles. Ils ont également permis de défricher de nouveaux terrains d'investigation (SSIP¹, Small towns²) qui ont été mutualisés avec l'ensemble du secteur.

En terme de limites, ces programmes sont encore trop ciblés sur l'Afrique (francophone, notamment) et leurs enseignements sont encore insuffisamment traduits sur le terrain (exemple de la station de Hann – Dakar et du projet Hydroconseil – Enda).

¹ Small Scale Independent Providers - les petits opérateurs privés.

² La notion de petites villes dans le secteur de l'eau potable et de l'assainissement recouvre une problématique hybride entre milieu urbain et milieu rural.

2.5 Consigner des méthodes types pour faciliter l'adoption de l'innovation : une initiative à proposer

par Marc Vézina, programme Solidarité-Eau

Les acquis

Aujourd'hui force est de constater que la recherche dispose de véritables acquis :

- Un corpus de recherche et d'expériences ;
- Une richesse d'information (via Internet et de nombreuses publications) ;
- Un réseau d'acteurs expérimentés et éclairés sur les questions d'actualités.

Quels impacts sur le terrain ?

- Le taux de desserte des équipements publics peine à suivre l'accroissement de la population ;
- Les aspects hygiène et assainissement sont largement occultés ;
- On observe une dégradation des ressources naturelles ;
- Ainsi qu'une marginalisation continue de certains groupes à risque (populations à faibles revenus).

Pourquoi un constat de manque d'innovation ?

Les raisons sont dues à une **résistance et une réticence au changement**. En effet, la recherche reste le propos de chercheurs. Les nouvelles pratiques ne sont pas intégrées dans les politiques de développement locales, dans les appels d'offres pour les commandes publiques, ni dans les offres des soumissionnaires.

Il convient de garder à l'esprit que le manque d'innovation n'est pas dû à un problème de financement, un manque d'information ou des difficultés d'ordre technique.

Le recours à l'innovation relève donc davantage du déclic de la part des chercheurs et des praticiens.

Pour renforcer les activités des acteurs de l'eau

Il faut :

- Rendre le savoir accessible, présenté sous forme de méthodes répliquables ;
- Transmettre le savoir par le biais de la formation et de l'apprentissage sur le terrain ;
- Cibler un public précis (pouvoirs publics responsables des appels d'offres, acteurs de projets et exploitants d'équipements publics).

En conclusion

La recherche est la seule composante du secteur de l'eau qui a échappé à l'approche par la demande ! Les crédits sont centralisés et difficilement accessibles pour les petites collectivités locales, les enseignants et les opérateurs.

3^{ème} partie : Résumé des débats

3.1 Une approche partenariale de la recherche

Le directeur de la DEM au Sénégal a renouvelé ce constat que la recherche n'est pas toujours valorisée comme elle devrait l'être. Les chercheurs ne sont-ils pas trop enfermés dans leur bulle ?

En réponse, M. Tanawa, de l'ENSP à Yaoundé, a rappelé l'expérience de son Université, dans le cadre d'un programme animé par le pS-Eau, où « nous avons associé nos recherches aux décideurs locaux. Nous travaillons actuellement sur un projet école qui regrouperait l'ensemble des partenaires locaux. »

M. Tourad, de Tenmiya, Mauritanie, a confirmé cette nécessité en rappelant que les choix des thèmes de recherche doivent être pertinents et associer les communautés. L'approche tri-sectorielle (secteur public, secteur privé et communautés) est une nécessité dans la recherche.

M. Touré, ENDA Sénégal, a rappelé que la recherche est financée par des bailleurs qui définissent des sujets de thèse qui ne sont pas toujours très pragmatiques. Il faut se rapprocher de la réalité africaine et donc des bénéficiaires et acteurs locaux et ne pas faire de la recherche sur des problématiques européennes.

M. Elong MBassi, Partenariat pour le Développement Municipal, souligne qu'il manque une connexion entre la recherche et l'entreprise.

M. Tourad, de Tenmiya conclue en rappelant que la recherche est l'affaire de l'ensemble des intervenants du secteur. Une collaboration est donc nécessaire.

M. Talbot, Saur international, précise que c'est de mise en réseau dont on parle. Dans le privé, c'est une démarche complexe. La solution est d'avoir des correspondants attirés sur des thématiques spécifiques. Ces correspondants doivent être placés au bon niveau (carrefour de l'information) et doivent être animés de la volonté de faire avancer les choses.

M. Doucouré avance une question clé : « Du point de vue du promoteur de projet et du consommateur que je suis, y a-t-il des choses qui correspondent à mes centres d'intérêt en terme de qualité/prix ? »

3.2 Des thématiques de recherche délaissées

Le Directeur des eaux de Guinée rappelle que dans les thématiques de recherche, l'hygiène est délaissée. Il faut développer les travaux de recherche sur cette problématique.

M. Maïga propose d'expérimenter des technologies intermédiaires entre les bornes fontaines et les branchements privés.

3.3 Des supports et méthodes de diffusion pragmatiques

Le Directeur des eaux de Guinée affirme que « le mail et les bulletins, ça passe et on oublie. Les personnes qui vous rendent visite, en revanche, on s'en souvient. » M. Maïga complète en précisant qu'il faut des manuels techniques pour les professionnels.

3.4 Un organe de concertation et de diffusion

Le Directeur du centre national des ressources en eau de Mauritanie interpelle sur le fait qu'« il manque une courroie de transmission entre chercheurs et utilisateurs. Avant, c'était le CIEH qui assurait cette fonction. Des produits expérimentés aujourd'hui dans des pays ont déjà été testés il y a 20 ans ! Le CIEH, qui assurait le relais a aujourd'hui disparu, faute de financement. »

L'ONEA va dans ce sens : « Nous avons besoin d'un relais entre les écoles/chercheurs et les utilisateurs ! Le CREPA pourrait-il remplacer le CIEH qui nous rendait tant service ? »

3.5 Conclusion

M. Elong MBassi a conclu les débats en constatant qu'une mission nouvelle avait été trouvée pour le CREPA: celle de médiateur scientifique, une tâche d'autant plus difficile que le CREPA dispose de peu d'argent.

M. Elong MBassi a précisé : « La difficulté se situe du côté des montages juridiques et financiers et de la veille de l'information au niveau international. Sur cette veille de l'information, quelle est notre capacité de mobilisation de la presse, des politiques, des communautés ? Comment se poser comme lobby dans la communauté scientifique ? »

M. Le Jallé a conclu les débats en insistant sur le fait que la recherche porte encore trop sur le technique, qu'il est nécessaire de l'orienter vers les montages financiers et institutionnels.

SYNTHESE DE SESSION - français

Enjeux clés / débats

La recherche est riche d'informations et de leçons. Ce corpus de connaissances est accessible de nombreuses manières : périodiques, publications, listes électroniques de diffusion, Internet, etc. Néanmoins, cette connaissance n'est pas suffisamment prise en compte par les politiques et les praticiens. L'accès à l'information se heurte à un certain nombre de blocages. Les raisons sont-elles liées au fait que :

- Depuis le sommet de leur tour d'ivoire, les chercheurs sont engagés dans des travaux qui ne relèvent pas directement des problématiques de développement ?
- Les décideurs sont-ils guidés par des intérêts autres et ne sont pas sensibles aux travaux scientifiques et à leurs découvertes ?
- Les maîtres d'œuvre de projets et les compagnies d'eau sont-elles motivées uniquement par des incitations financières ?

Ces constats sont une caricature des forces qui constituent des résistances au changement. L'enjeu est de changer les pratiques et d'adopter les innovations à un moment où la décentralisation est en train d'offrir (ou devrait offrir) l'opportunité aux autorités locales de passer des contrats avec des prestataires et des fournisseurs de service. Les pratiques innovantes doivent donc être intégrées dans les termes de référence et les offres de soumission.

Actions / engagements

Le pS-Eau a déjà organisé deux programmes de recherche, financés par le Ministère français des Affaires étrangères. Chacun de ces programmes a permis à une vingtaine d'équipes de mener des travaux de recherche à petite échelle.

Suivant les recommandations de ses partenaires d'Afrique de l'Ouest, le pS-Eau et le Partenariat pour le Développement Municipal se sont engagés à mener un troisième programme du même type qui permette aux autorités locales d'Afrique de l'Ouest de solliciter des professionnels pour définir des méthodes relevant de leurs priorités.

Recommandations / innovations

Les autorités locales doivent formuler leur propre agenda de recherche. Les chercheurs et les praticiens ont à collaborer plus étroitement pour conduire des actions de recherche appliquée. Les produits finaux peuvent être adaptés aux besoins des décideurs et des techniciens. Le financement de la recherche doit être décentralisé de sorte que les bénéficiaires au niveau local puissent agir selon leurs propres intérêts.

Ces lacunes doivent être comblées par :

1. La rédaction de fascicules méthodologiques sur la base des travaux menés antérieurement par le pS-Eau ;
2. L'intégration de démarches avant-gardistes dans les projets par le biais de :
 - a) Formations de formateurs (comprenant l'élaboration de modules pédagogiques) pour intégrer ces enseignements dans les cursus de la formation continue et de base.
 - b) Concertations multi-acteurs pour enrichir le dialogue entre pouvoirs publics et praticiens.

La rédaction de fascicules méthodologiques pourrait faire l'objet d'un appel à propositions afin de mobiliser plusieurs équipes d'experts sur chacun des thèmes retenus, comme *l'évaluation contingente de la demande pour l'eau potable ; la sélection d'un opérateur privé délégataire du service de l'eau dans une petite ville ; la prise en compte des intérêts communs et cachés de chacun des acteurs de l'eau, etc.*

SYNTHESE DE SESSION - anglais

Key Issues / debates

Research yields a wealth of information and lessons learnt. This body of knowledge is available in a variety of ways: newsletters, publications, email list-servers, World Wide Web, etc. Yet, this knowledge is not sufficiently taken up by policy makers and practitioners. The stumbling blocks and bottlenecks go beyond access to information. Is it because:

- From the top of their ivory towers, researchers engage in work that is not relevant to development issues?
- Policy makers are driven by vested interests and are not sensitive to common sense and scientific findings?
- Project implementers and water supply companies are motivated solely by financial incentives?

These statements are a caricature of the forces behind resistance to change. The challenge is changing practices and adopting innovations. This comes at a time when decentralization will (should) enable local authorities to engage contractors and service providers. Innovative practices must therefore be integrated in tendering documents and terms of reference.

Actions / commitments

pS-Eau has previously organized two research programs, financed by the French Ministry of Foreign Affairs. Each of which enabled twenty research teams to conduct a small piece of applied research work.

Following the advice and guidance of their partners in West Africa, pS-Eau and the Municipal Development Partnership is committed to organizing a third such program that would enable local authorities in West Africa to appoint professionals to write up methods relevant to their priorities.

Recommendations / innovations

Local authorities must be given the opportunity to express their research agenda.

Researchers and field practitioners must collaborate more closely in conducting applied research. End “products” can be tailored to the needs of policy makers, decision takers and practitioners. Financing for research must be decentralized and unbundled in a way that people at the local level can act on their concerns.